



Front des luttes - mai 2015 -



Les militants de l'URCF sont sur le pont pour constituer le plus rapidement possible le parti communiste à travers la constitution de cellules et sections d'entreprises et de quartiers qui vont mobiliser les travailleurs non pour des mesures d'accompagnement des destructions d'emplois, mais pour la satisfaction de leurs revendications en faisant payer sa crise au Capital par des luttes contre son pouvoir et celui de son État.

Les 24 et 25 janvier s'est tenu, à Paris, le 4ème Congrès de l'URCF, en présence des représentants de "Communistes", parti avec lequel un processus d'unification est engagé, afin de donner naissance au Parti communiste révolutionnaire de France, dont la classe ouvrière a tant besoin. Vous pouvez retrouver sur notre site internet le compte-rendu de ce congrès.

Fin juin est prévu le congrès fondateur de ce Parti communiste unifié.

Dans tous les combats, les communistes de l'URCF relieront concrètement la lutte quotidienne (contre les conséquences du capitalisme et de sa crise structurelle) à la lutte générale contre le capitalisme-impérialisme et démontreront patiemment et avec détermination que la révolution socialiste, la construction du socialisme vers le communisme, est la seule alternative populaire au capitalisme.

La lutte sera longue mais nous vaincrons !

Luttes pour les salaires

La revendication centrale et unifiante soutenue par l'URCF est d'exiger le SMIC à 1900 euros nets, l'augmentation générale des salaires et des pensions de 300 euros nets mensuels. A chaque militant et travailleur de faire grandir cette double exigence dans sa section syndicale et dans sa confédération. La question des salaires est un des axes centraux des luttes dans lesquelles s'impliquent les militants de l'URCF. La revendication d'une augmentation de 300 euros pour tous, est popularisée par le mouvement ouvrier et repris par de nombreux ouvriers en lutte, en particulier dans le secteur privé.

Alors que les grands PDG s'octroient des salaires et des indemnités de départ inimaginables supérieurs à plusieurs millions d'euros, que les profits des entreprises du Cac 40 ont doublé en 2010 et explosé en 2011, 2012, 2013 et 2014, les salaires sont loin de rattraper les hausses du coût de la vie liées précisément à l'augmentation des profits et aux conséquences du passage à la monnaie unique. Les prix de l'énergie s'envolent, la privatisation d'EDF-GDF devant induire des hausses beaucoup plus élevées afin de rémunérer les actionnaires ; ceux des loyers, pour lesquels les familles consacrent souvent la moitié de leurs revenus, ont augmenté d'environ 4% par an alors que 6 Millions de personnes sont officiellement mal logées ou sans toit.

Un salarié sur six est payé au smic, tandis que de nombreux travailleurs jeunes, stagiaires, à temps partiel, vivent avec à peine 600 euros par mois, un jeune sur 2 étant soit au chômage soit en CDD. La baisse du pouvoir d'achat depuis 2000 est estimée à plus de 15%. Bien entendu, la faiblesse des salaires entraîne une insuffisance des prestations sociales (salaires indirects), une baisse du pouvoir d'achat des retraités et des privés d'emploi, toujours plus nombreux.

Les travailleurs doivent unifier les luttes pour augmenter la part des salaires dans la richesse qu'ils créent.

L'URCF revendique le smic à 1900 euros net, l'augmentation de 300 euros pour tous, tout en liant la lutte pour les revendications immédiates, indispensable et incontournable, à la dénonciation générale des fondements du capitalisme jusqu'à son renversement. **Sous le socialisme, la plus-value produite servira directement à satisfaire les besoins sociaux (y compris par la hausse des rémunérations) et à développer l'économie planifiée démocratiquement au service des travailleurs collectivement propriétaires des machines, usines, banques et terres.**

Courriers d'Île-de-France - Keolis (transport en commun de passagers)

Les travailleurs de CIF Keolis qui transporte chaque jour près de 90.000 voyageurs, sont en grève le 04 mai pour des augmentations de salaires.

Le lendemain, des salariés en grève des CIF, une compagnie de bus de banlieue parisienne détenue par Keolis, ont déjoué le mardi 05, la sécurité du siège de l'actionnaire majoritaire, la SNCF, cherchant à s'introduire dans le bureau de son président, Guillaume Pépy.

La lutte des salariés des Courriers d'Île-de-France (CIF) est suivie et entraîne de fortes perturbations sur le réseaux de ces bus qui desservent la Seine-Saint-Denis, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise.

"La direction ne veut pas nous recevoir. Ils se foutent de savoir que les usagers n'ont plus de bus" (depuis le début de la grève lundi), a déploré un délégué syndical. "Ce serait à Paris ou à Versailles (et non dans des communes souvent défavorisées de grande banlieue) se serait différent".

La direction veut notamment réduire les salaires à l'embauche de 1.900 à 1.750 euros. Les salariés dénoncent aussi, de façon récurrente, des avaries de matériel, faute d'investissement et d'entretien.

Jeudi, après l'échec d'une nouvelle réunion de négociation sur les salaires, la direction patronale dénonce la lutte des salariés par des "actes de vandalisme" et une "tentative d'homicide".

En effet, selon le secrétaire du CHSCT et délégué CGT, le dirigeant "s'est jeté" devant un car pour l'empêcher de se placer à l'entrée du dépôt mais n'a pas été blessé.

Les dépôts de la compagnie sont désormais bloqués.

Aucune nouvelle date de réunion n'a été fixée dans le cadre de ces négociations annuelles obligatoires (NAO), qui dégénèrent chaque année.

« *Les salariés sont très remontés* » ; la direction veut réduire les salaires à l'embauche de 1.900 à 1.750 euros "au nom de la mise en concurrence européenne" et ce alors que CIF est "la filiale de Keolis la plus rentable de France", explique un délégué CGT.

Les grévistes bloquent actuellement les dépôts de Tremblay, Goussainville (Val-d'Oise), Dammartin-en-Goële et Mitry-Mory (Seine-et-Marne), ce qui entraîne des perturbations sur le nord et nord-est de l'Île-de-France ainsi que sur les cars scolaires.

Compagnie aérienne Air Antilles (transport aérien).

Une partie du personnel de la compagnie aérienne Air Antilles a entamé une grève jeudi 8 mai à l'appel du SNPAC, syndicat national des personnels navigants de l'aviation civile (majoritaire au sein de la compagnie) et du syndicat CTU représentant le personnel navigant commercial.

La lutte est motivée notamment par l'absence de dialogue social dans l'entreprise, des conditions de travail qui se dégradent, le gel des salaires et des sanctions abusives.

Plus de 50% des membres du personnel ont cessé le travail.

Une réunion de négociation, mercredi, a échoué au siège guadeloupéen de la compagnie CAIRE (compagnie aérienne interrégionale express), qui regroupe Air Antilles Express et Air Guyane Express et compte 190 salariés en Guyane, Martinique et Guadeloupe.

La prochaine réunion n'était pas prévue avant plusieurs semaines.

Luttes pour l'emploi et les conditions de travail

*Le mot d'ordre URCF immédiat de **nationalisation sans indemnisation** des monopoles et entreprises casseurs d'emploi doit devenir le bien commun du mouvement populaire ; mot d'ordre qui nécessitera des luttes de classes de grande ampleur qui poseront la question du bris de l'Etat bourgeois et de la révolution socialiste. L'urgence du moment est de sauver nos emplois par la lutte. Autour de chaque usine, entreprise, service public fermés, formons des comités populaires de luttes locaux avec tous ceux qui pâtiront de la perte d'activité, forçons les solidarités de classe décisives qui créeront un rapport de force supérieur obligeant le capital à céder sur nos revendications.*

Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :

- **Plan national de luttes contre le chômage.**
- **Interdiction des licenciements.**
- **Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.**
- **Les revenus des privés d'emplois** (« chômeurs ») **devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.**
- **Nationalisation sans indemnisation** des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Sur notre site internet urcf.fr vous pourrez trouver une analyse communiste-révolutionnaire détaillée du mot d'ordre tactique de nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier.

Delphi (Metallurgie).

L'équipementier automobile américain Delphi a annoncé, lundi 5 mai en Comité central d'entreprise, son intention de fermer fin 2016 son site de La Rochelle, entraînant la suppression de 330 emplois. A la suite de cette annonce, les salariés de cette usine qui fabrique des composants pour les moteurs diesel ont entamé une grève. Mardi après-midi, une quarantaine d'entre eux distribuaient des tracts devant les portes de l'entreprise. Comme c'est la loi du profit maximum sous le capitalisme-impérialisme, l'essentiel de l'activité industrielle du site rochelais de Delphi, qui appartient à un fonds de pension américain, va être délocalisée dans des pays où le prix de vente de la force de travail est plus bas.

Un responsable syndical, Bruno Boisson, délégué CGT, a précisé que lors de la présentation de la stratégie industrielle en décembre 2014, il avait initialement été évoqué 150 postes supprimés pour les 2 sites : 100 à La Rochelle et 50 à Blois. Mais ce sont bien les propriétaires qui décident de ce qu'ils veulent à tout moment. Bien sûr, seule la lutte de ceux qui travaillent et produisent toutes les richesses dans l'entreprise peut les faire reculer.

L'agence nationale Business France et la banque publique d'investissement Bpifrance (NDLR: organisme français de développement et de financement des entreprises) avaient sélectionné en avril Delphi parmi huit entreprises françaises pour un programme visant à développer des partenariats avec de grands groupes américains dans le développement de la voiture connectée !

L'équipementier automobile américain Delphi, poursuivant sa « restructuration » autour de quelques secteurs clés, avait même annoncé en février la vente de ses activités de chauffage et refroidissement pour voitures à son concurrent allemand Mahle pour 727 millions de dollars. L'action Delphi avait gagné 1,24%, à 79,41 dollars, après l'annonce de cette vente.

Par la lutte, nationalisation sans indemnisation et avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi !

TFN (société de nettoyage).

Les travailleurs de la société TFN, en grève depuis le 11 mars sur les sites des Finances Publiques des 2ème, 11ème, 17ème et 20ème arrondissements, ont fait céder leur patron et ont repris le travail le 12 mai après 2 mois de grève.

Les salariés en lutte ont gagné sur de nombreux points :

- Retrait de la clause de mobilité.
- 2 CDD transformés en CDI.
- Passage à 16 h de travail par semaine pour 7 salarié(e)s.
- Prime de remise en état des sites égale au paiement de 60% des jours de grève.
- Retrait d'une sanction prononcée contre une salariée du 13ème arrondissement.
- Examen des classifications d'emplois selon les tâches effectuées.
- Même nombre d'heures pour les salariés remplaçants que celui des titulaires.
- Respect du droit du travail avec des régularisations portant :
 - sur la rémunération des heures complémentaires,
 - sur le remboursement des pass Navigo,
 - sur l'aménagement des postes de travail des salarié(e)s handicapé(e)s,
 - sur la communication du plan de formation,
 - sur l'octroi régulier de tenues de travail.

Les travailleurs de TFN écrivent ceci « *Cette grève nous a fait aussi gagner des camarades de lutte, une solidarité sans faille entre nous, des moments inoubliables ... Nous remercions tous les soutiens financiers (de lutte) que nous avons eus de toute la France, le soutien des syndicats des Finances Publiques notamment CGT ... et tous les autres.*

Notre lutte continue pour arriver à gagner, pour tous, 16h de travail minimum par semaine, un vrai treizième mois, un passage systématique à un échelon supérieur en fonction de l'ancienneté... »

Le communiqué des salariés termine ainsi :

« *Dans les chantiers de TFN, les salariés doivent se réunir pour améliorer leur situation, tous ensemble, on gagnera tout !* ».

Intermarché (grande distribution, commerce).

Intermarché (Groupement des Mousquetaires) a annoncé mardi 12 mai 447 suppressions de postes d'ici à 2018, un chiffre sous-estimé selon les syndicats pour qui le plan devrait se traduire par la disparition d'au moins 600 emplois. Outre les 447 suppressions d'emplois prévues, la direction patronale a aussi précisé que 401 salariés se verront proposer une mutation, tandis que 241 créations de postes sont projetées dans les nouvelles bases mixtes (frais et sec).

Le détail des bases logistiques concernées par cette phase 3 avait été annoncé mi-avril. Il s'agit des bases de Rostrenen (Côtes-d'Armor), Saint-Gérand (Morbihan), Levet (Cher), Avermes (Allier), Magny-le-Désert (Orne) et Mellac (Finistère).

« *Mais comment peut-on parler de mutation sachant que les collègues sont au smic, qu'ils ont pour la plupart une maison avec un emprunt sur le dos, que le conjoint travaille et que les postes qu'on leur propose sont à plus de 100 km ?* », explique une déléguée syndicale.

Le groupe a réalisé des ventes totales de 40,1 milliards d'euros en 2014 avec notamment une progression de l'alimentaire de 1,7% (magasins sous enseigne Intermarché).

Début avril, l'approvisionnement de "plusieurs centaines" de magasins Intermarché avait été perturbé par une grève contre cette réorganisation dans plusieurs bases.

ITM LAI compte aujourd'hui 35 bases logistiques et 8 établissements régionaux de transport.

IBM (informatique, électronique).

Le groupe informatique IBM a annoncé mercredi 13 mai en comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire un plan de départs volontaires (PDV) visant à supprimer 345 postes en France d'ici à octobre.

L'information avait été révélée le 7 mai par la CGT, laquelle avait dénoncé à cette occasion la "poursuite accélérée des destructions d'emplois" au sein du groupe.

Le géant américain compte environ 9.000 collaborateurs dans l'Hexagone, contre plus de 26.000 à la fin des années 1990. L'UNSA remarque ainsi que l'annonce de mercredi "*s'inscrit dans la continuité du plan de sauvegarde de l'emploi 2013 (689 suppressions de postes), du plan de départs volontaires 2014 (438 suppressions de postes) et du plan de préretraite de fin 2014 (161 suppressions de postes)*".

Or, le nouveau plan de départs n'est qu'une toute petite étape du plan prévisionnel triennal (2015-2017) qui prévoit au global 929 suppressions de postes.

Éducation nationale.

Des milliers d'enseignants sont descendus dans la rue mardi 19 mai contre la réforme du collège dont la ministre de l'Éducation a répété qu'elle "se fera".

Le SNES-FSU, principal syndicat du secondaire, annonce plus de 50% de participation.

Des défilés étaient organisés dans une cinquantaine de villes.

Se sont retrouvés côte à côte le Snes-FSU, le Snes-FSU, le Snalc, FO, la CGT et SUD. La FSU dit réfléchir à "d'autres types de mobilisation". L'intersyndicale appelle au retrait pur et simple de la réforme. Pour le SNES, "*il est encore temps (...) de reprendre le fil des discussions et de stopper ce qui s'annonce comme un véritable gâchis pour les jeunes, pour nos professions*".

La réforme du collège, concoctée par Najat Vallaud-Belkacem, prévoit de réduire de 20% les horaires des disciplines (par exemple en français, passer de 4 heures à 3 heures par semaine), et de fixer les contenus enseignés dans des programmes triennaux, laissant les enseignants décider de leur progression annuelle. Cette réduction de 20% serait compensée, prétend la ministre, par de « *l'accompagnement personnalisé* » et des « *projets interdisciplinaires* », autant de dispositifs menés en classe entière (faute de moyens suffisants), et déjà testés au lycée avec ce constat global : les élèves y perdent leur temps.

La lecture des nouveaux programmes révèle l'opération idéologique qui est à l'œuvre :

- allègement (quasi disparition du latin/grec ; en histoire, des chapitres « bien choisis », comme l'Humanisme ou les Lumières, deviennent facultatifs, pour laisser la place au catéchisme républicain de « l'enseignement moral et civique » ; en français, plus de corpus d'œuvres littéraires, etc.)

- recul de leur dimension scientifique et technique (SVT et technologie disparaissent en 6ème au profit d'un vague « enseignement globalisé des sciences et techniques » ; plus aucun dédoublement pour l'expérimentation scientifique et technologique n'est garanti). Derrière le pompeux jargon de ces programmes, l'opération de décervelage de la jeunesse, accélérée sous Sarkozy, se poursuit.

Aux deux mesures structurelles évoquées ci-dessus (20 % de baisse horaire et programmes sur 3 ans et non plus annuels) s'ajoute une disposition gravissime pour l'avenir du système éducatif : le ministère laisserait chaque établissement décider des disciplines qui seront frappées par cette ponction, des disciplines qui récupéreront des heures pour travailler en petits groupes, et de la répartition des contenus enseignés d'abord entre le CM1 et la 6ème (cycle 3), puis entre la 5ème et la 3ème (cycle 4). Cette « autonomie », qui ne sera pas celle des équipes enseignantes mais celle des « managers locaux » (les Chefs d'établissement et leurs gardes rapprochées de « professeurs-coordonnateurs »), sonne un peu plus le glas d'une Éducation nationale déjà très inégalitaire. En effet, les inégalités scolaires liées à l'origine sociale sont révélées par les chiffres officiels (site du ministère), qui comparent les taux de maîtrise des élèves de Troisième en français et en mathématiques pour 2013, selon la catégorie du collège (en Éducation prioritaire (ZEP), public hors Éducation prioritaire (HorsZEP), privé). L'écart flagrant entre collèges ZEP et Hors-ZEP (24 points en français et 29 points en mathématiques, en 2014) n'a cessé d'augmenter depuis 2007, sous l'effet conjugué des suppressions de postes, de l'assouplissement de la carte scolaire et de la fameuse « autonomie » laissée aux collèges en ZEP. Bien loin de corriger ces phénomènes, la réforme Vallaud-Belkacem va accroître la gestion locale de la pénurie, la mise en concurrence entre établissements, et dessine ainsi les contours d'un collège à l'anglo-saxonne : le privé et son offre de formation diversifiée pour les riches, le public et son socle commun minimaliste pour les pauvres.

Il n'est pas étonnant qu'une réforme répondant si bien aux exigences du Capital ait reçu l'aval du MEDEF et de ses acolytes de la CFDT et de l'UNSA (vote « pour » au Conseil supérieur de l'Éducation en avril 2015). Pas étonnant non plus que face à une telle attaque contre le Second degré, la colère monte dans les salles des professeurs et au sein des associations de spécialistes. La grève du 19 mai, lancée par la FSU, la CGT, FO et SUD, est une étape importante de la mobilisation, que soutient pleinement l'URCF, et qui doit s'élargir aux parents d'élèves et à leurs enfants. Mais au-delà des mots d'ordres syndicaux, globalement justes (« *Pour une autre réforme du collège* »), les communistes rappellent l'enjeu politique de cette nouvelle attaque contre l'école publique : la classe capitaliste n'a que faire de l'éducation des enfants, seul compte pour elle le maintien de ses profits et du système d'exploitation qui les permet ; et seule une société socialiste, débarrassée de ce système inique, rendra l'école à sa jeunesse et à son peuple.

Défi Mode (commerce).

L'enseigne Défi Mode prévoit de fermer 22 magasins et de supprimer 124 postes, groupe Vivarte qui avait déjà annoncé début avril une vague de suppressions de postes à La Halle, André et Kookaï.

L'annonce de ce nouveau plan a été faite lors d'un Comité d'entreprise en début de semaine. Le plan prévoit la fermeture de 22 magasins sur un total de 106 et la suppression de 124 postes (123 en net) dans les magasins, la logistique et au siège de Défi Mode.

Ces suppressions de postes viennent s'ajouter à celles annoncées début avril à La Halle, André, et Kookaï. Selon le porte-parole du groupe, qui emploie plus de 17.000 salariés en France, en net, le total des postes supprimés est de 1.604 postes (1.344 à La Halle aux vêtements, l'une des plus importantes enseignes du groupe, 105 chez le chausseur André, 32 chez Kookaï et 123 chez Défi Mode).

Pour Karim, le délégué CGT, le nouveau plan chez Défi Mode, qui emploie 453 salariés, fait qu'"on n'est pas loin des 2.000 postes supprimés. Cela fait vraiment une saignée, on n'a jamais vu ça".

Vivarte, qui regroupe 16 marques dont La Halle, André, Naf Naf, Minelli, San Marina, Kookaï, Caroll, Pataugas, totalise 4.500 points de vente, pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 3 milliards d'euros.

AP-HP (Hôpitaux publics).

Les travailleurs de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris sont en lutte contre le projet de réorganisation du temps de travail porté par le ministre Hirsch, qui supprimerait des RTT et autres journées de repos, alors que les cadences infernales épuisent les médecins, aide-soignants et autres personnels. Beaucoup disposent de jours de repos non pris sur le CET, pour un total de 74 millions d'euros selon la direction. Le sous-effectif aggrave les conditions d'exercice de leur métier. L'objectif de la réforme est d'économiser 20 millions d'euros sur le dos des travailleurs et des patients. Le gouvernement PS impose ainsi 3 milliards d'euros d'économies dans l'hôpital public d'ici à 2017, dont 860 millions sur la masse salariale. Pendant ce temps, le privé s'étend au détriment du service public hospitalier dans les secteurs les plus rentables, les autres étant menacés de liquidation, comme les urgences de l'Hôtel Dieu fermées il y a deux ans. Le 21 mai, des milliers de travailleurs se sont rassemblés à 11h devant le siège de l'AP-HP à Paris. Des militants de l'URCF y ont distribué le numéro 3 de *GLOBULE ROUGE*, le journal des travailleurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique de l'URCF (vous pouvez le retrouver ou le commander sur notre site internet).

Plus de la moitié des personnels étaient en grève. Le 26, les syndicats, reçus par Hirsch, ont maintenu leur revendication de retrait du projet. Le 28 mai, 8000 manifestants se sont rendus devant le ministère de la Santé. Une nouvelle manifestation est prévue le 11 juin.

FNAC (commerce).

Les 29 et 30 mai, des salariés de la FNAC ont fait grève à l'appel de l'intersyndicale FNAC-Relais dans de nombreux magasins contre l'ouverture le dimanche. Un amendement au projet de loi Macron autoriserait les commerces de biens culturels à déroger au repos dominical. Les employés pourraient ainsi être obligés de travailler tous les dimanches sans augmentation de la rémunération. Une pétition a recueilli plus de 5.000 signatures, notamment de nombreux clients solidaires.

Un collectif national est né pour la « nationalisation sans indemnisation, avec contrôle ouvrier des monopoles casseurs d'emploi ».

Un outil favorisant le développement des luttes, l'unité des travailleurs quelle que soit leur affiliation, leur donnant une perspective politique.

J'adhère au collectif national pour la nationalisation sans indemnisation:

Nom :

Prénom :

Adresse mail :

Tél. :

Profession :

Je verse à la caisse de solidarité :

La crise générale du capitalisme confirme pleinement les enseignements du marxisme-léninisme. Ce mode de production, plus que jamais pourrissant et parasitaire, s'avère incapable de satisfaire les besoins même élémentaires de l'humanité ; il doit être détruit par une révolution qui permette de continuer le progrès social, de conquérir une démocratie véritablement populaire et d'assurer ainsi les libertés démocratiques. Seul le socialisme est la réponse d'avenir à la barbarie capitaliste, à sa gabegie mondiale.

Mais il y a loin de la nécessité à la réalité.

La destruction du PCF comme parti ouvrier, réellement communiste et révolutionnaire, par l'opportunisme et le révisionnisme soutenus par le capital, celle de la CGT comme centrale nationale de lutte de classes, continuent d'opérer leurs méfaits, alors que la reconstruction de ces mêmes organisations retarde sur les besoins objectifs.

En analysant les luttes actuelles, on mesure combien, sans organisation révolutionnaire politique et syndicale de classe, l'hétérogénéité du mouvement ouvrier et gréviste est grande, combien le recours amplifié aux solutions individuelles et l'absence de revendications centrales unifiantes conduisent à l'éclatement de luttes isolées (et maintenues dans l'isolement par les bureaucraties d'aménagement du capitalisme). Luttes isolées qui peuvent difficilement être victorieuses.

Notre solidarité communiste doit s'exercer à l'égard de ces travailleurs, laissés à leur propre lutte, qui font preuve d'une courageuse combativité à l'heure où les directions confédérales prônent la résignation et la soumission à l'« ordre social » existant sur le mode « pas de politique ! ».

Là où les fermetures d'usines sont annoncées, **l'URCF continue sa campagne de lutte par les travailleurs pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des entreprises monopolistes casseuses d'emplois**. La lutte continue pour la nationalisation sans indemnisation et pour la satisfaction des besoins populaires devra poser la question du bris de l'État bourgeois subordonné dans un mécanisme unique au capitalisme monopoliste et à son oligarchie financière.

L'URCF salue aussi toutes les luttes de classes dans les entreprises et administrations... : dockers de la Société de manutention du port de Caen, salariés de SFR ...

Ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons-nous en comités de lutte, dans l'unité, construisons un **front d'alternative populaire anticapitaliste !**

Retrouvez sur notre site internet, notre programme de lutte et de Révolution sous le thème : « *Le socialisme : seule alternative au capitalisme* ».

Rejoignez le combat des communistes-révolutionnaires !

Construisons le parti communiste, ouvrier et marxiste-léniniste dont nous avons tant besoin !

5 juin 2015

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF